



Peut-on concilier diversité des modèles européens et monnaie unique ?

Avant la création de l'Europe, les États européens se concurrençaient de façon artificielle grâce des dévaluations offensives de leur monnaie. En diminuant la valeur de leur monnaie, les produits exportés redevenaient moins chers : ils gagnaient ainsi en compétitivité.

Aujourd'hui, avec l'euro, il n'y a plus qu'une seule politique monétaire pour tous les États et donc un seul taux de change. Cependant, ce taux doit pouvoir correspondre aux intérêts de tous les pays de la zone euro.

Pourtant, au sein de l'Europe, il existe plusieurs États et donc plusieurs modèles de fonctionnement. Individuellement, ces modèles ont un sens. Cependant, malgré un marché unique et une monnaie commune, les différences de fonctionnement persistent, ce qui crée des performances économiques très différentes en fonction de chaque État.

Aujourd'hui relativement élevé, le taux de change de l'euro rend les produits européens chers à l'exportation. Les états européens doivent alors adopter des stratégies pour s'adapter : limiter leurs coûts du travail ou se positionner sur des produits hauts de gamme par exemple.

Ce taux est ainsi particulièrement favorable à un pays comme l'Allemagne. En effet, le modèle allemand se caractérise par sa maîtrise des coûts du travail. Les entreprises allemandes négocient fortement les niveaux de salaire avec les syndicats. Cependant, c'est un pays vieillissant qui risque d'avoir de lourdes dépenses, notamment en matière de santé.

Le modèle nordique quant à lui, se caractérise par de fortes dépenses sociales, qui sont compensées par un marché du travail flexible : par exemple, on n'a pas le droit de refuser un poste si l'on est au chômage et le salaire minimum est différent en fonction de son âge ou de sa région.

Le modèle français se caractérise par un marché du travail plus rigide avec des coûts du travail très élevés. Cependant, grâce à ses salaires élevés et à son système de compensation sociale, la France stimule fortement sa demande.

Pour que les atouts la zone euro puissent bénéficier à tous les pays membres, les États vont donc être dans l'obligation de faire des compromis afin de trouver un modèle de fonctionnement plus homogène.

Par exemple, l'Allemagne pourrait se rapprocher des autres économies en stimulant sa demande et la France et l'Italie pourraient s'aligner sur la rigueur germanique ou instaurer plus de flexibilité sur leur marché du travail.